

ORDONNANCE MARCHÉS PUBLICS

Appliquer les nouvelles règles dès le 1^{er} janvier 2016

Jeudi 5 et vendredi 6 novembre 2015

CROUS DE PARIS
 Salle Coubertin (Face au 6, rue Jean Calvin) 75005
 PARIS (METRO CENSIER DAUBENTON – ligne 7)

Sous la présidence de **Laurent RICHER – Professeur Emérite de Droit Public Université Paris I Panthéon Sorbonne – Avocat au Barreau de Paris**

Jeudi 5 novembre 2015

08H30 - Accueil des participants

09 H00 - Ouverture par

Laurent RICHER *Professeur Emérite de Droit Public*

Et

Jean Marc PEYRICAL *Président de l'APASP - Maître de Conférences - Avocat*

1 – La procédure de marché négocié va-t-elle s'accroître et devenir une véritable alternative ?

Intervenant pressenti Laurent RICHER Professeur Emérite de Droit Public Université Paris I Panthéon Sorbonne – Avocat au Barreau de Paris

2 – Vers la fin des avenants ?

Par Jean Marc PEYRICAL Président de l'APASP – Maître de conférences – Avocat

3 – Les zones de non concurrence vont-elles se développer ?

Par Aymeric HOURCABIE - Avocat Cabinet HPG

4 – Les interdictions de soumissionner

Par Guy JOMIN Administrateur APASP

5 – Comment sécuriser le nouveau seuil de 25 000 € HT ?

*Par Jean Marc PEYRICAL - Président de l'APASP – Maître de conférences – Avocat et
 Par Sylvie BESCHER Responsable du Pôle Process et Marchés CCI France*

6 – Comment atteindre les 2 % d'achats innovants ?

Par Sébastien TAUPIAC Directeur délégué aux offres complexes UGAP

7 – Le sacre des contrats globaux : une ouverture à la portée des acheteurs publics ?

Par Xavier BEZANCON Délégué Général EGF-BTP

8 – Les conséquences des structures soumises auparavant à l'ordonnance 2005 et désormais soumises au Code des marchés publics

Intervenant pressenti : Régine Réchignac, responsable Commande Publique à la SCET

Fin de la journée 17 h 00

Le piège du conflit d'intérêt

Une irruption au cœur de l'ordonnance marchés publics...

1 – *Qu'est-ce que le conflit d'intérêt ?*

les textes généraux (Lois et décrets)

* les Directives et ordonnances

* la jurisprudence

* les questions parlementaires (QE n° 6150 - AN et 73271 AN du 11 août)

Par Jean Paul PHILIPPE

2 - *Des comportements liés au conflit d'intérêt constituent des délits*

* les principaux délits (favoritisme, prise illégale d'intérêt, corruption, trafic d'influence ...)

* les délits "connexes" (concussion, participation personnelle à une entente, abus de biens sociaux ...)

Par Guy JOMIN

3 - *Les risques potentiels pour les assistants à la maîtrise d'ouvrage*

Par Thomas ROUYERAN, Avocat

4 - - *Peut-on prévenir les conflits d'intérêts ? Quelles précautions prendre ?* contrôles (*avant, pendant, après*), sanctions ...

Par Jean Paul PHILIPPE et Guy JOMIN-

Aude BOILLEY RAYROLE -(témoignage AP-HP)

Fin de la session d'études 13 h 00